



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des  
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le 02/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MH RECYCLAGE**

3 RUE DES ABBESSES  
77580 Crecy La Chapelle

Références : E/26-0613  
Code AIOT : 0100302125

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement MH RECYCLAGE implanté 12 Rue Henri Becquerel -- 77290 Mitry-Mory. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La commune de Mitry-Mory a informé l'inspection des installations classées qu'un incendie a eu lieu sur le site exploité par MH Recyclage dans la nuit du 20 au 21 février 2026. L'exploitant n'avait pas déclaré cet incident auprès de l'inspection des installations classées.

Cette inspection n'a pas été annoncée à l'exploitant. L'objet de cette visite a été de contrôler les moyens de la société MH Recyclage en matière de prévention et de lutte contre l'incendie.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MH RECYCLAGE
- 12 Rue Henri Becquerel -- 77290 Mitry-Mory
- Code AIOT : 0100302125
- Régime : Déclaration avec contrôle

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MH Recyclage bénéficie pour son établissement situé au 12 rue Henri Becquerel à Mitry-Mory de la preuve de dépôt A-5-N06E55948C du 06 février 2025 relative à une déclaration en ligne de ses activités relevant des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- 2713-2 "Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m<sup>2</sup>" - la surface de l'installation est de 295 m<sup>2</sup> ;
- 2710-1-b "Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, la quantité étant supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t" - la quantité susceptible d'être présente est de 6,5 t
- 2718-2 "Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux" - la quantité susceptible d'être présente est de 900 kg.

#### Contexte de l'inspection :

- Accident

#### Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                | Référence réglementaire  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 1  | Rapport d'incident ou d'accident                 | Code de l'environnement, article R. 512-69                       | Mise en demeure, respect de prescription   | 15 jours              |
| 2  | Contrôle périodique                              | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – point 1.1   | Mise en demeure, respect de prescription   | 15 jours              |
| 3  | Isolement du réseau de collecte                  | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – point 2.8   | Mise en demeure, respect de prescription   | 1 mois                |
| 4  | Entreposage des déchets                          | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – point 3.5   | Mise en demeure, respect de prescription   | 15 jours              |
| 5  | Opérations de tri et conditionnement des déchets | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – point 3.6   | Mise en demeure, respect de prescription   | 15 jours              |
| 6  | Moyens de lutte contre l'incendie                | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – point 4.1   | Mise en demeure, respect de prescription   | 1 mois                |
| 7  | Détection et surveillance                        | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – point 4.1.1 | Mise en demeure, respect de prescription   | 2 mois                |
| 8  | Rondes   | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 –             | Mise en demeure, respect de prescription   | 1 mois                |

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|--|---|-----------------------|
|    |                                   | point 4.1.2  |   |                       |
| 9  | Plan de défense contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – point 4.1.3 | Mise en demeure, respect de prescription  | 2 mois                |
| 10 | Maîtrise des incendies            | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – point 4.1.4 | Mise en demeure, respect de prescription  | 1 mois                |
| 11 | Modifications des installations   | Code de l'environnement, article R. 512-54                       | Mise en demeure, dépôt de dossier   | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a été réalisée en l'absence du responsable du site (visite non annoncée). L'employé rencontré sur site n'a pas été en mesure de répondre aux points de contrôle.

Le responsable du site a été informé à l'issue du contrôle, par courrier électronique du 3 mars 2026, de la réalisation de ce contrôle et des constats réalisés à cette occasion. Il a été invité à transmettre à l'inspection des installations classées ses éléments de réponse aux points de contrôle.

En retour, l'exploitant a transmis par courrier électronique du 4 mars 2026 la justification de la réalisation du contrôle périodique des extincteurs, et le plan de ses installations. Celui-ci correspond au plan fourni lors de la déclaration en ligne de ses activités du 6 février 2025.

L'inspection des installations classées a constaté que le site n'est pas organisé conformément au plan transmis par la société MH Recyclage lors de la déclaration en ligne du 6 février 2025 ; une zone de regroupement de déchets de métaux a été aménagée à l'extérieur du bâtiment, et une zone complémentaire est en cours d'aménagement à l'arrière du bâtiment.

Il n'a toutefois pas été constaté de dépassement de seuil de classement ; l'ensemble des activités relevaient du régime de la déclaration.

L'exploitant n'ayant pas apporté d'éléments de réponse à l'ensemble des points de contrôle, il est proposé de mettre en demeure la société MH Recyclage de justifier du respect des dispositions contrôlées.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-69 |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

#### **Constats :**

A la date d'établissement du présent rapport, l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées le rapport d'incident consécutif à l'incendie survenu sur le site dans la nuit du 20 au 21 février 2026.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient que l'exploitant déclare en ligne l'incident sur le site <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939> et y joigne le rapport d'incident.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 15 jours

#### **N° 2 : Contrôle périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – point 1.1

#### **Prescription contrôlée :**

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention "Objet du contrôle".

L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse après chaque contrôle dans le dossier installations classées prévu au point 1.2. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions



correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas justifié auprès de l'inspection des installations classées avoir fait réaliser les contrôles périodiques des installations qu'il exploite au titre des rubriques n° 2710 et n° 2718 de la nomenclature des installations classées.

Ces contrôles périodiques étaient à réaliser dans les six mois après leur mise en service, en application de l'article R. 512-58 du Code de l'environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient que l'exploitant transmette la copie des rapports consécutifs aux contrôles périodiques de ses installations classées au titre des rubriques n° 2710 et 2718 de la nomenclature ICPE.

Si ces contrôles périodiques n'ont pas été réalisés, il convient que l'exploitant mandate un organisme agréé dans les conditions fixées par les articles R. 512-61 à R. 512-66 du Code de l'environnement pour la réalisation de ces contrôles périodiques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 3 : Isolement du réseau de collecte**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – point 2.8

**Prescription contrôlée :**

Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.

Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas justifié que le site dispose d'une capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie, ni que les réseaux internes sont équipés de dispositifs d'obturation pour le confinement des eaux à l'intérieur du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient que l'exploitant justifie que le site dispose d'une capacité de rétention des eaux d'extinction incendie suffisamment dimensionnée et que les réseaux internes sont munis de dispositifs d'obturation. Ces derniers doivent être clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

|   |
|---|
|   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                   |

#### N° 4 : Entreposage des déchets

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – point 3.5   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement et tri des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (élimination, recyclage par exemple).</p> <p>En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins, de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les zones extérieures de réception, tri et regroupement de déchets de métaux ne sont pas distinctes.</p> <p>L'exploitant n'a pas justifié disposer d'un état des stocks de déchets présents sur les installations, mis à jour quotidiennement pour les déchets dangereux, et de manière hebdomadaire pour les déchets non dangereux.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il convient que les zones de réception, de tri et de regroupement de déchets de métaux soient distinctes.</p> <p>Il convient que l'exploitant justifie tenir un état des stocks de déchets présents sur l'exploitation ; cet état doit être quotidien pour ce qui concerne les déchets dangereux, et hebdomadaire pour les déchets non-dangereux.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours   |

## N° 5 : Opérations de tri et conditionnement des déchets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – point 3.6  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).<br><br>« Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, étanches, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.<br><br>« Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois. » |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection a constaté la présence de batteries entreposées dans des conteneurs non fermés, non étanches et sans rétention.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Il convient que les batteries soient entreposées dans des conteneurs fermés, étanches et munis de rétention.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours  |

## N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – point 4.1   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :<br><br>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;<br>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;<br>- de plans des bâtiments et aires de gestion des déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.<br><br>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :<br><br>- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : |



1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;

2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) :

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- d'un système de détection de gaz dans les parties de l'installation présentant des risques de dégagement de gaz ou de vapeurs toxiques ;
- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque et des pelles.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par courrier électronique du 4 mars 2026, la déclaration N4 de conformité des extincteurs du site au référentiel APSAD R4 du 4 février 2026.

L'exploitant n'a pas justifié que le site est localisé à proximité d'un poteau d'incendie capable de délivrer 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures.

L'exploitant n'a pas justifié que le bâtiment d'exploitation est équipé d'un système de détection automatique et d'alarme incendie.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient que l'exploitant donne la localisation du poteau d'incendie le plus proche de l'établissement, et justifie que celui-ci est en mesure de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures.

Il convient également que l'exploitant justifie que le bâtiment d'exploitation dispose d'un système de détection automatique et d'alarme incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – point 4.1.1

**Prescription contrôlée :**

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas « aux » petits îlots.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas justifié que les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées de détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient que l'exploitant justifie que les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées de détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes.

Cette détection doit actionner une alarme perceptible en tout point du périmètre du site et lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte doit être retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant.

En cas d'absence de dispositif détection d'incendie, il convient que l'exploitant fasse réaliser sous 2 mois une étude de dimensionnement et équipe son établissement de dispositifs de détection incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

|   |
|---|
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                   |

#### N° 8 : Rondes

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – point 4.1.2   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><p>« I. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <p>« a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;</p> <p>« b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>« II. L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <p>« - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;</p> <p>« - le parcours des rondes et les points d'observation ;</p> <p>« - la formation du personnel concerné ;</p> <p>« - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;</p> <p>« - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.</p> |
| <b>Constats :</b><br><br><p>L'exploitant n'a pas justifié que des rondes sont réalisées dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables à la fermeture du site et 2 heures après le dernier arrivage de déchets ou, en cas de présence permanente sur le site, si des rondes sont régulièrement effectuées en dehors des périodes d'activités du site.</p>  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br><p>Il convient que l'exploitant justifie la réalisation de rondes régulières dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables à la fermeture du site.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

#### N° 9 : Plan de défense contre l'incendie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – point 4.1.3 |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à au point 3.5 de l'annexe I sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- « - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones d'entreposage tampon, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas justifié avoir réalisé un plan de défense contre l'incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient que l'exploitant justifie avoir réalisé un plan de défense contre l'incendie ou, à défaut, réalise ce plan de défense incendie sous un délai de 2 mois. Ce plan de défense incendie et ses mises à jour sont transmis au SDIS pour information et sont mis à disposition à l'entrée du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 10 : Maîtrise des incendies

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – point 4.1.4

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations déclarées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas justifié avoir organisé un exercice de défense contre l'incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient que l'exploitant justifie avoir organisé un exercice de défense contre l'incendie ou, à



|  |
|--|
| défaut, justifie avoir programmé un exercice de défense contre l'incendie. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription    |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                      |

#### N° 11 : Modifications des installations

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 512-54   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de déclaration de ces modifications et précise les conditions dans lesquelles cette déclaration est transmise par voie électronique.</p> <p>S'il estime que la modification est substantielle, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle déclaration.</p> <p>Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un important dépôt de déchets de métaux à l'extérieur du bâtiment, sur une surface d'environ 300 m<sup>2</sup>. Ces déchets sont entreposés à même le sol.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, des travaux étaient encours à l'arrière du bâtiment pour la création d'une dalle béton d'environ 300 m<sup>2</sup>. L'employé rencontré sur site a déclaré que cette plateforme sera également destinée à l'entreposage de déchets.</p> <p>Il apparaît de ces constats que l'organisation du site ne correspond pas au descriptif des activités et au plan des installations figurant dans la déclaration en ligne déposée par l'exploitant le 06/02/2025.</p> <p>Cette déclaration présente une gestion des déchets (tri, regroupement) uniquement à l'intérieur du bâtiment et un entreposage de bennes vides à l'extérieur du bâtiment.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a toutefois pas constaté de dépassement de seuil réglementaire ; les activités le jour du contrôle relevaient du régime de la déclaration.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il convient que l'exploitant réalise une déclaration de modification en ligne pour présenter la nouvelle organisation des activités du site.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |